



UNION INTERPARLEMENTAIRE

5, CHEMIN DU POMMIER
CASE POSTALE 330
1218 LE GRAND-SACONNEX / GENÈVE (SUISSE)

TELEPHONE (41.22) 919 41 50 - TELECOPIE (41.22) 919 41 60 - E-MAIL postbox@mail.ipu.org
ADRESSE TELEGRAPHIQUE : INTERPARLEMENT GENEVE

Audition parlementaire 2009 aux Nations Unies Conclusions du Président de l'Union interparlementaire

Nous venons d'avoir deux jours de débats, qui ont été instructifs et animés. Avant de tenter de tirer quelques conclusions générales de nos discussions, permettez-moi d'applaudir les propos tenus cet après-midi par M. Meeks, membre du Congrès des Etats-Unis, qui a évoqué le retour imminent du Congrès parmi les Membres de l'UIP. J'espère que cet objectif pourra être atteint très prochainement.

Chers amis,

Chacun ici sait que notre monde a besoin d'une thérapie ; si nous avons tous tendance à convenir de la source du mal, nombreuses ont été les suggestions quant à savoir quel type de traitement appliquer, et jusqu'où aller. Mais quelques enseignements fondamentaux se sont dessinés que nous, parlementaires, devons tous reconnaître.

Premier point, la crise nous poursuivra longtemps encore. Elle pourrait même devenir plus aiguë si nous ne sommes pas extrêmement attentifs. Nous sommes encore au bord de l'abîme.

En second lieu, nous parlons d'une crise pluridimensionnelle : cette calamité a été déclenchée par une crise financière, et elle est rendue plus aiguë par la convergence de la crise alimentaire et de la crise énergétique. Il y a également une crise de caractère éthique. Et sur cette toile de fond, nous devons lutter pour faire face aux effets potentiellement catastrophiques des changements climatiques.

Il est néanmoins des choses que nous pouvons faire, et que nous pouvons pousser nos gouvernements à faire. La crise économique est réellement une occasion d'agir. Une occasion de transformer l'économie pour passer à des solutions plus vertes et plus durables. Une occasion d'en venir à des politiques publiques saines, et d'en revenir aux besoins réels des êtres humains.

Si nous voulons saisir l'occasion qui se présente, nous devons agir dans nos parlements en faveur de paquets d'incitations qui visent davantage l'environnement, d'investissements audacieux dans les infrastructures qui promeuvent une consommation et une production à moindre coefficient de carbone. Il doit également y avoir plus d'investissements publics dans la recherche de solutions durables, en particulier par les jeunes de nos universités. Si ce que nous voulons n'est pas une reprise au prix d'un chômage accru, le but à poursuivre doit être la création massive d'emplois. La protection sociale doit s'étendre beaucoup plus loin.

Ce faisant, nous devons aussi changer de mode de vie. Du moins ceux d'entre nous qui ont un mode quelconque de vie à changer, car certains ne font que s'accrocher désespérément, à mains nues, à la vie elle-même. Mais il y a ici un message que nous, parlementaires, pouvons relayer. En fin de compte, aucun gain d'efficacité énergétique ne permettra jamais de compenser une consommation constamment en hausse ; c'est la

consommation elle-même qu'il faudra brider, le passage à une consommation plus verte ne pouvant suffire. Les pays en développement peuvent, eux aussi, se sensibiliser au problème et entreprendre d'appliquer des solutions accessibles. Le microcrédit, par exemple, peut être mis à bon usage. Les principes de la responsabilité commune, mais différenciée, doivent informer tout le champ des politiques.

Nous avons évoqué comment le G20 est devenu le lieu central de la gestion économique mondiale. Le G20 est évidemment plus représentatif que le G8. Mais il laisse encore beaucoup à désirer. Ce groupe n'est pas pleinement représentatif des pays en développement, et les PMA, où la pauvreté est la plus sévère, en sont entièrement exclus. Nous entendons bien trop souvent parler d'exclusion. Nous avons l'intention d'exercer des pressions pour que soit donnée aux pauvres une compétence juridique beaucoup plus grande, de sorte qu'eux aussi puissent acquérir des titres fonciers, des droits de propriété et bien d'autres droits encore.

Nous estimons pouvoir faire mieux. Nous devons honorer nos promesses, faites de vieille date, d'annulation de la dette, l'objectif de 0,7% du PIB pour l'aide publique au développement des pays en développement, et l'accès au marché en franchise de droits de douane et sans quotas pour les pays les moins avancés. Le risque d'une nouvelle crise de la dette est bien réel. Des formes novatrices de financement, comme la taxation des opérations internationales sur devises, devraient être envisagées en tant qu'éléments de réponse : en effet elles permettraient de lever des fonds pour le développement, tout en bridant la spéculation.

Il existe aussi un risque réel que les nouveaux règlements du secteur financier ne suffisent pas à prévenir la formation de nouvelles bulles spéculatives. Le secteur financier a besoin d'être réglementé de manière plus stricte. Les paradis fiscaux doivent aussi faire l'objet d'une action rigoureuse.

Il va sans dire que nous avons discuté des institutions de Bretton Woods, et que des mots sévères ont été prononcés au sujet du rôle qu'elles jouent dans la bien triste situation du monde actuel. Les conditions édictées par le FMI en particulier ont contribué à saper la production dans les pays en développement et, par effet de contagion, les revenus dont dépendent les programmes sociaux. Nous avons fait bon accueil à l'assouplissement de certaines clauses conditionnelles, mais nombreux sont ici ceux qui ont réclamé une attitude plus ferme pour s'assurer que les réformes soient transparentes et réellement opérantes. Et – oserai-je le dire – qu'elles fassent l'objet d'un contrôle externe. Nos débats ont montré que les parlementaires pouvaient faire beaucoup pour s'assurer de la responsabilité des institutions financières internationales. Vous avez tous entendu les propositions tendant à ce que l'UIP organise une interaction plus approfondie et plus structurée avec le FMI et la Banque mondiale, projet auquel je souscris pleinement.

Pour conclure, j'estime qu'il est juste de dire que nous nous sommes résolus à essayer de changer la manière dont nous pensons l'économie et l'environnement, et à exercer notre influence pour que d'autres fassent de même. L'une des manières les plus opérantes de faire consisterait à modifier notre façon de mesurer le progrès et le bien-être : le produit intérieur brut ne peut rester l'unique indicateur du progrès et du développement; d'autres facteurs, qui donnent la mesure du bonheur et des satisfactions profondes de la vie, doivent être introduits dans l'équation.

Je vous remercie.